

Nouvelles d'Espagne et du Portugal Agriculture

Une publication du SER de Madrid
et du SE de Lisbonne
N°39 mai 2026

Sommaire

ACTUALITÉS POLITIQUES

Espagne

- Les dernières élections régionales confirment le recul du PSOE et la consolidation des alliances PP-Vox

Portugal

- Elections présidentielles 2026 : victoire du candidat socialiste et montée de l'extrême droite

Espagne et Portugal

- Des résultats du commerce extérieur agro-alimentaire contrastés en 2025
- Les fonds d'investissements dans l'agriculture, objet d'inquiétude de certains acteurs

ACTUALITÉS CLIMATIQUES

Espagne et Portugal

- Une "*Alliance ibérique pour la sécurité climatique*" entre l'Espagne et le Portugal
- Intempéries historiques en péninsule ibérique : entre crise agricole et construction d'une résilience durable

Espagne

- La filière bovine espagnole passe au numérique pour réduire son empreinte carbone

Portugal

- Le gouvernement portugais approuve un plan d'action pour la protection des pollinisateurs, lesquels contribuent à hauteur de 2 Md€ au bénéfice du secteur agricole

ACTUALITÉS AGRICOLES PAR SECTEUR

Espagne et Portugal

- Riz ibérique : un rebond des volumes, mais des filières sous pression
- Huile d'olive : un marché contraint de s'ajuster à des aléas climatiques de plus en plus marqués

Espagne

- Le Cava haut de gamme gagne du terrain malgré la baisse de la production
- L'accord UE-Australie inquiète le secteur ovin-caprin
- Filière bovine laitière : 7,5 Mt de production sur fond de crise sociale majeure
- Une distribution de fraises pour sensibiliser à ses conditions de productions
- La production de tomates d'industrie menacée par les attaques de pucerons en Andalousie

Portugal

- Fort impact des tempêtes du début d'année sur la culture des fruits rouges

Ce nouveau numéro de « Nouvelles d'Espagne et du Portugal – Agriculture » passe en revue les premiers mois de 2026 qui ont vu se dérouler des échéances électorales dans les deux pays et une fin d'hiver marquée par des tempêtes catastrophiques ayant nécessité des réponses adaptées des pouvoirs publics. Ces interventions en soutien des sinistrés et des filières économiques touchées, au premier rang desquelles figure le secteur agricole, s'ajoutent aux interventions mises en œuvre depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, pour faire face au renchérissement des prix de l'énergie et des engrais. L'efficacité de ces mesures sera fondamentale pour éviter de voir plonger en crise certaines filières déjà fragilisées dans une nouvelle, mais aussi pour contenir les coûts de production qui pourraient relancer l'inflation alimentaire.

Actualités politiques et économiques

Espagne

Les dernières élections régionales confirment le recul du PSOE et la consolidation des alliances PP-Vox

Entre décembre 2025 et mai 2026, une série d'élections régionales a mis en évidence un basculement politique progressif en faveur du Parti populaire (PP, droite), tandis que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Pedro Sánchez recule dans plusieurs de ses bastions historiques, notamment en Estrémadure et en Andalousie. Selon plusieurs analystes, cette dynamique s'expliquerait en partie par les scandales ayant affecté le PSOE ces derniers mois. Le 21 décembre 2025, en Estrémadure (1 million d'habitants sur les 49,5 millions que compte l'Espagne), région longtemps gouvernée par la gauche entre 1983 et 2023, le PP est arrivé en tête avec 29 sièges sur 65 (+1 siège par rapport au précédent scrutin), devant le PSOE, qui chute à 18 sièges (-10). Toutefois, le PP ne disposait pas de la majorité absolue. Après plusieurs mois de négociations complexes, un accord de gouvernement a finalement été conclu le 16 avril avec Vox (extrême droite), fort de 11 sièges (+6). Le 8 février 2026, en Aragon (1,4 million d'habitants), le PP a remporté 26 sièges sur 67 (+2), devant le PSOE, qui recule à 18 sièges (-5). Le parti conservateur est ensuite parvenu à un accord de gouvernement avec Vox, crédité de 14 sièges (+7). A noter que dans ces deux régions, Vox

obtient notamment le portefeuille régional de l'Agriculture.

Le 15 mars 2026, en Castille-et-León (2,5 millions d'habitants), territoire agricole majeur, le PP a consolidé sa position avec 33 sièges (+2) sur 81, devant le PSOE. Fin mai, des négociations restaient toutefois en cours avec Vox (14 sièges, +1) en vue de la formation probable d'un gouvernement de coalition. Enfin, le 17 mai 2026 en Andalousie, région la plus peuplée du pays avec 8,7 millions d'habitants, le PP est également arrivé en tête avec 53 sièges sur 109 (-5), devant le PSOE, qui obtient 28 sièges (-2). Cependant, l'absence de majorité absolue rend probable la conclusion d'un accord avec Vox (15 sièges, +1), dans l'hypothèse de la formation d'une coalition gouvernementale. Dans l'ensemble, ce cycle électoral confirme une dynamique nationale défavorable au PSOE et accentue la pression sur le Premier ministre Pedro Sánchez et la coalition gouvernementale le soutenant, à l'approche des élections générales prévues fin 2027, sauf convocation anticipée du scrutin.

Portugal

Elections présidentielles 2026 : victoire du candidat socialiste António José Seguro au second tour et montée de l'extrême droite.

Le Portugal a élu le 8 février 2026, son 21ème président de la République, António José Seguro, qui a pris ses fonctions le 9 mars. Pour la deuxième

fois seulement depuis la Révolution des Œillets, l'élection a nécessité un deuxième tour, à l'issue duquel le candidat du Parti socialiste (PS) l'a emporté avec 67% des voix, mettant fin à 20 ans de présidence du Parti social-démocrate (PSD) auquel appartient l'actuel Premier ministre. L'élection a également été marquée par la qualification du Parti d'extrême droite Chega au second tour avec 26,8% des suffrages. Le taux de participation relativement élevé par rapport aux scrutins précédents (60% au premier tour et 50% au second) est le dernier élément ayant retenu l'attention.

Malgré un mode d'élection (scrutin universel direct) et un esprit inspiré de la Constitution de la Vème République française, le rôle du président de la République au Portugal est privé de pouvoirs exécutifs et constitue avant tout une autorité morale dont le rôle est de favoriser la concorde nationale et le fonctionnement démocratique. La Constitution portugaise de 1976, confère au Président le rôle de chef des armées, la mission de garantir l'indépendance nationale, l'unité de l'Etat et le fonctionnement régulier des institutions.

Espagne et Portugal

Des résultats du commerce extérieur agro-alimentaire contrastés en 2025.

L'Espagne et le Portugal affichent des résultats bien différents en termes de commerce agroalimentaire international. **En Espagne**, après une chute en 2022 suivi d'un redressement aboutissant au record de 19,23 Md€ en 2024, le solde des échanges agroalimentaires a diminué de 5,9% en 2025 à 18,3 Md€, qui reste la 4ème meilleure performance jamais enregistrée. Malgré des exportations en hausse de 2,9% et atteignant le record de 78 Md€, cette baisse du solde s'explique par une augmentation de 6% des importations, atteignant le chiffre record de 59,7 Md€. Le trio de tête des exportations est sans surprise constitué des fruits (11,9 Md€ +9,76%), des viandes (10,5 Md€, +2,3%) et de l'huile d'olive (4,84 Md€, -21%).

Du côté **du Portugal**, le déficit du commerce agro-alimentaire qui s'établissait à -5,8 Md€ en 2024 s'est accentué -6,5 Md€ en 2025, sous l'effet d'une forte hausse des importations, passées de 16,8 Md€ à 18,1 Md€ (+8%) tandis que les exportations stagnent à 11,6 Md€. Les hausses les plus marquées concernant les importations sont les viandes (+21%) passées de 1,7 à 2,1 Md€, les fruits passés de 1,1 à 1,3 Md€ (+16%) et les céréales et préparations à base de céréales passées de 2 à 2,2 Md€ (+10%). Le Portugal a exporté en premier lieu des fruits (1,2 Md€), de l'huile d'olive (1 Md€), des produits de la mer (1 Md€) et du vin (0,9 Md€).

Les fonds d'investissements en agriculture, objet d'inquiétude de certains acteurs.

Depuis plusieurs années, la péninsule ibérique est le terrain privilégié pour les fonds d'investissements étrangers en quête de rentabilité. Plusieurs acteurs des deux pays alertent sur les risques que ce phénomène en croissance pourrait engendrer. **Au Portugal**, un rapport de Greenpeace pointe du doigt le développement de l'oléiculture intensive (en haies denses) à hauts rendements dans la région de l'Alentejo au profit de fonds canadiens ou britanniques, et qui se substitue à l'oléiculture traditionnelle familiale. L'ONG dénonce les pratiques mécanisées de ces systèmes de culture préjudiciables à la biodiversité, les fonds publics dont ceux de la PAC captés par ces entreprises et les besoins en eau plus élevés de ces systèmes de culture. Pour le directeur de l'ONG, ce modèle agricole ne permet pas de retenir les jeunes dans le secteur agricole, et détourne les richesses du territoire portugais vers le bénéfice d'acteurs étrangers.

En Espagne, le développement des fonds d'investissement est aussi controversé. Le syndicat agricole COAG a récemment alerté sur les risques indirectement liés au règlement européen sur la certification carbone en agriculture, adopté en 2024 et dont est attendue pour 2027 la méthodologie précise de mise en œuvre. Pour le syndicat, il est indispensable de réserver aux seuls agriculteurs actifs la possibilité d'émettre des

certificats d'économie carbone, sans quoi les fonds d'investissements multiplieront leurs actifs afin de revendre ces certificats, avec en conséquence un renchérissement du coût de la terre et une marginalisation des exploitations familiales. Les vignes et les oliveraies constituent en effet des puits de carbone efficaces (0,5 t de C /ha/an) et une réserve de 2 millions d'hectares pourrait potentiellement participer à la

certification de séquestration du carbone. La crainte du syndicat est de voir de plus en plus de fonds d'investissement acquérir de grandes superficies pour planter des couverts végétaux certifiés bas carbone, sans forcément produire, concentrant la propriété et expulsant les agriculteurs produisant réellement des denrées alimentaires.

Actualités climatiques

Espagne et Portugal

Une "Alliance ibérique pour la sécurité climatique" entre l'Espagne et le Portugal

Lors du 36^{ème} sommet luso-espagnol qui s'est tenu à Huelva, le 6 mars 2026, le Premier ministre portugais, Luís Montenegro, et le Président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, ont adopté une déclaration conjointe pour la sécurité climatique. Celle-ci comprend des mesures contre les risques liés aux incendies, aux tempêtes et aux inondations. Parmi les domaines de coopération privilégiés figurent la protection civile, la gestion des urgences et la prévention des risques, notamment le développement de la Constellation Atlantique de satellites d'observation de la Terre. Cette alliance ibérique survient après que les deux pays ont été durement frappés par des tempêtes, générant des épisodes de pluies intenses et des inondations catastrophiques. En parallèle, le Portugal propose la mise en place d'un mécanisme de réassurance agricole pour les catastrophes naturelles les plus sévères, une proposition saluée par l'Espagne.

Intempéries historiques en péninsule ibérique : entre crise agricole et construction d'une résilience durable

Le Portugal et l'Espagne ont traversé, de janvier à février, une série de neuf tempêtes d'une sévérité exceptionnelle, provoquant des inondations localisées et d'importants dégâts, principalement en Andalousie et en Estrémadure pour l'Espagne, et dans les régions Centre et Lisbonne/Vale do Tejo au Portugal. Le secteur agricole et l'élevage, ont été particulièrement touchés ; au Portugal les pertes du secteur agricole s'élèvent à 500 M€, des dizaines d'hectares de serres ayant été détruits et des milliers d'hectares de terres agricoles inondées, entraînant une baisse significative de production dans plusieurs régions et une hausse des prix de certains produits. L'association portugaise des fabricants d'aliments composés pour animaux (IACA) témoigne que les tempêtes ont touché particulièrement Leiria et Santarém, qui concentrent 25 % des entreprises du secteur et représentent 35 % de la production nationale d'aliments pour animaux, affectant ainsi lourdement les filières d'élevage. Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture ont également été durement touchés par ces tempêtes. Les pêcheurs espagnols et portugais ont été contraints de rester à quai pendant plusieurs semaines, tandis que l'aquaculture portugaise a enregistré des pertes de 5 M€, affectant notamment les élevages de

daurades et de bars. Dans le domaine forestier, les pertes se chiffrent à 300 M€.

Pour faire face à cette situation, les gouvernements portugais et espagnol ont respectivement mis en place une série de mesures.

Au Portugal, juste après le passage de la tempête Kristin en février, le gouvernement a annoncé la mise en place d'aides exceptionnelles sous forme de subventions, plafonnées à 10 000 €, destinées aux exploitations agricoles situées dans les zones déclarées en situation de calamité. Ces aides visant principalement à compenser rapidement les dégâts matériels les plus importants. Par la suite, le ministre de l'Agriculture et de la Mer, José Manuel Fernandes, a présenté un dispositif national de soutien comprenant 40 M€ destinés aux agriculteurs touchés par les intempéries, accessibles sous conditions d'éligibilité liées notamment à l'existence de pertes supérieures à 30 % de la production, avec un plafond pouvant atteindre 400 000 € par exploitation. S'y ajoutent 20 M€ dédiés aux associations d'irrigation, que les agriculteurs peuvent mobiliser pour la réhabilitation et la modernisation de leurs infrastructures hydrauliques agricoles, ainsi que 40 M€ supplémentaires pour le secteur forestier, destinés notamment au nettoyage des parcelles et à l'évacuation des arbres tombés. Ces fonds proviennent du Plan stratégique de la Politique agricole commune (PEPAC), afin de restaurer le potentiel productif agricole. En parallèle, le gouvernement portugais a libéré 1,5 M€ d'aides à destination de l'aquaculture et 3,5 M€ pour les armateurs. De manière plus globale, le gouvernement a présenté fin avril un Plan national de transformation, de récupération et de résilience (PTRR) visant à organiser la reconstruction, la planification stratégique à moyen et long terme afin de renforcer la capacité du pays à faire face aux futures catastrophes naturelles.

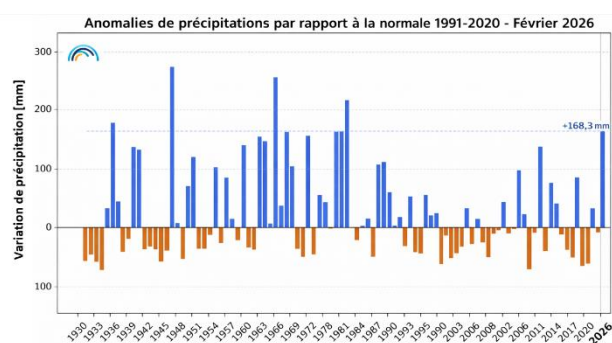
En Espagne, un plan exceptionnel de soutien a été adopté et doté d'un budget global de 2,87 Md€, ciblant 619 communes des zones les plus sinistrées. Le dispositif repose sur 2,17 Md€ d'aides directes, attribuées automatiquement, sans démarche des bénéficiaires. Elles visent à compenser les pertes de revenus des exploitations agricoles, d'élevage et d'aquaculture, à hauteur d'environ 30 % des revenus déclarés, avec des montants compris entre 5 000 et 25 000 euros

pour environ 140 500 exploitants. Le plan prévoit également des aides complémentaires pour les exploitations assurées, notamment la prise en charge partielle des primes d'assurance et des franchises non couvertes, ainsi que des indemnités spécifiques pour les armateurs du secteur de la pêche. En outre, 600 millions d'euros sont destinés à la réparation des chemins ruraux, des infrastructures agricoles et des réseaux d'irrigation, mis en œuvre par les organismes publics Tragsa et Seiasa. Une ligne de financement de 100 M€ est également mise en place afin de faciliter l'accès au crédit, en prenant en charge une partie des intérêts ainsi que le coût des garanties. Enfin, des mesures fiscales et sociales viennent compléter ce dispositif, avec notamment une réduction de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les biens immobiliers, équivalent de la taxe foncière en France. S'y ajoutent des exonérations fiscales, des allègements de charges sociales, ainsi que la reconnaissance de ces intempéries comme cas de force majeure dans le cadre de la campagne PAC en cours.

Des records de pluie en ce début d'année

Au cours du mois de février, l'équivalent de 241 litres d'eau par mètre carré est tombé sur le Portugal, soit 329 % de la moyenne de référence calculée entre 1991 et 2020. Selon l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IMPA), il s'agit du mois de février le plus pluvieux des 47 dernières années et le cinquième plus pluvieux depuis 1931, avec un cumul déjà largement établi dès les 15 premiers jours du mois.

Variation de précipitations au Portugal – Février 2026



Source : IPMA

Les précipitations ont atteint des niveaux exceptionnellement élevés sur l'ensemble du territoire, avec des valeurs globalement trois à quatre fois supérieures à la normale, et jusqu'à cinq fois dans certaines localités comme Mora,

Lavradio et Alvalade do Sado. Ces intempéries ont saturé les sols dans le nord et le centre du pays ainsi que dans certaines municipalités de l'Alentejo, provoquant des inondations.

En Espagne, entre le 1er janvier et le 25 février 2026, 234 litres d'eau par mètre carré ont été enregistrés, soit environ le double de la moyenne habituelle pour cette période, selon l'Agence météorologique espagnole (Aemet). Depuis le début de l'année hydrologique en octobre, les cumuls atteignent 463 l/m², contre une moyenne de 336 l/m², soit un excédent d'environ 38 % par rapport à la moyenne annuelle.

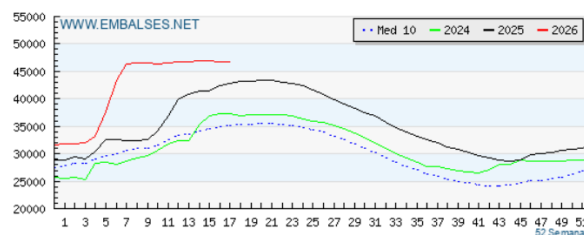
Des bassins hydriques à saturation

Concernant l'état de la ressource en eau stockée, selon les dernières données du Système portugais d'information de la ressource hydrique (SNIRH) datant de mars 2026, parmi les 59 réservoirs suivis, 51 présentent des disponibilités en eau supérieures à 80 % de leur volume total, et aucun réservoir n'affichent de niveaux inférieurs à 40%. Les volumes stockés par bassin hydrographique sont supérieurs aux moyennes de stockage de mars 1990 à 2025, à l'exception du bassin de l'Ave au nord de Porto. Cette situation s'explique en partie par les fortes précipitations de février, dans un contexte où les niveaux étaient déjà élevés fin janvier, avec 53 réservoirs au-dessus de 80 %. Dès cette période, certains ouvrages étaient proches de la saturation, ce qui a conduit à des déversements anticipés, notamment pour 5 des 6 barrages de l'Algarve avant les épisodes pluvieux de février. Par la suite, les précipitations ont accentué ces dynamiques, entraînant de nouveaux déversements ainsi que des lâchers d'eau préventifs afin de gérer l'afflux supplémentaire.

En Espagne, le niveau de stockage a atteint un niveau historique depuis le début des registres officiels en 1988, grâce aux pluies du premier trimestre de l'année, avec un taux de remplissage de 83 % fin avril soit +8 % par rapport à l'année dernière et 20 % de plus que la moyenne des dix dernières années. La région de la Catalogne, fortement touchée par la sécheresse il y a deux ans, connaît aujourd'hui un taux de remplissage des barrages de 86 %. Seules deux régions enregistrent des taux de remplissage inférieurs à

70 % : Valence avec 60 % et la région de Murcie avec 35 %.

Taux de remplissage des bassins espagnols :



Légende : 2024, 2025, 2026 et moyenne des dix dernières années (en pointillés).

Source : www.embalses.net

Espagne

La filière bovine espagnole passe au numérique pour réduire son empreinte carbone

Dans le cadre du programme *Sustainable Beef* (SEUB) co-financé par l'UE sur la période 2025-2027 et de la campagne, « Pour une Europe durable, la mission spéciale du bœuf », Provacuno l'interprofession bovine espagnole, en collaboration avec l'Agence Wallone pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité (APAQ-W), lance une application pour connaître en direct les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la viande bovine en Espagne.

L'application va automatiser le calcul de l'empreinte carbone en interconnectant, via une interface de programmation (API), les logiciels de gestion quotidienne des fermes avec des algorithmes d'analyse environnementale. Concrètement, l'outil récupèrera directement les données d'exploitation (consommation, énergie, gestion des effluents) pour les transformer en indicateurs d'émission de GES. Lancée en mars pour les éleveurs afin de guider leurs choix techniques immédiats, puis étendue en septembre pour l'industrie de la transformation, cette application s'inscrit dans les objectifs du programme SEUB : sensibiliser le grand public à l'engagement du secteur européen de la viande bovine en faveur de l'objectif de neutralité carbone et de l'amélioration de la durabilité, tout en informant le secteur lui-même des dernières tendances et avancées dans le domaine de la durabilité.

Portugal

Le gouvernement approuve un plan d'action pour la protection des pollinisateurs, lesquels contribuent à hauteur de 2 Md€ au bénéfice du secteur agricole

Le gouvernement portugais a approuvé le plan «*Polinizadores em Ação*», un instrument stratégique dédié à la conservation des pollinisateurs, doté d'un financement de 2 M€ pour 2026 et 2027 via le Fonds environnemental. Ce programme, élaboré dans le cadre du projet PolinizAÇÃO en articulation avec l'Institut de conservation de la nature et des forêts (ICNF), a été construit de manière participative avec des scientifiques, des entités publiques et privées, et des citoyens. Il s'appuie sur quatre axes principaux: le renforcement des connaissances scientifiques et de la surveillance, la promotion de pratiques durables de gestion du territoire, la mobilisation de la société à travers l'éducation et la communication, et l'intégration de la conservation des pollinisateurs dans les politiques publiques. Le plan prévoit des actions concrètes telles que la surveillance des populations, la restauration des habitats, et la capacitation scientifique. Il intervient dans un contexte de forte biodiversité – dont 746 espèces d'abeilles et 221

espèces de syrphes identifiés au Portugal – mais aussi de déclin marqué, lié notamment aux changements d'usage des sols, à la fragmentation des habitats, à l'intensification des activités économiques, au changement climatique, aux espèces invasives et à la pollution. L'objectif est également de contribuer à inverser ce déclin d'ici 2030, en cohérence avec les orientations européennes.

Ce plan apparaît d'autant plus crucial que les pollinisateurs constituent un pilier économique majeur pour l'agriculture portugaise. Une étude de l'université de Coimbra a estimé pour la première fois la valeur économique de la pollinisation au Portugal à plus de 2 Md€ en 2023, dont environ 1,1 Md€ directement attribuable à l'action des insectes pollinisateurs tels que les abeilles sauvages ou les syrphes. Selon les chercheurs, 54 % des cultures agricoles produites dans le pays dépendent de la pollinisation. Parmi les productions les plus bénéficiaires figurent notamment la pomme, la framboise, la poire, l'avocat, la tomate industrielle, la myrtille, l'amande, le kiwi, l'orange et la fraise, chacune de ces productions contribuant positivement à la balance commerciale portugaise. Ainsi, les menaces pesant sur ces espèces pourraient entraîner des déficits de pollinisation et compromettre la durabilité de la production agricole nationale.

Actualités agricoles par secteurs

Espagne et Portugal

Riz ibérique : un rebond des volumes, mais une filière sous pression structurelle

Après plusieurs années de sécheresse sévère, la production de riz en Espagne et au Portugal – 2ème et 4ème producteurs européens – amorce une reprise quantitative notable. **En Espagne**, les prévisions pour la campagne 2025-2026 tablent sur une récolte de 761 515 tonnes, soit une progression de 27 % par rapport à l'année précédente, qui était déjà en hausse de 37% par rapport aux récoltes moyennes des cinq dernières années. Cette dynamique s'appuie sur une superficie stabilisée autour de 100 000 hectares, principalement concentrée dans les marais du Guadalquivir (Andalousie) et en Estrémadure. **Au Portugal**, les surfaces avoisinent 28 000 hectares, pour une production moyenne de 160 000 tonnes (2018-2023), concentrée dans les bassins du Tejo/Sorraia, du Sado et du Mondego, également soutenue par une meilleure disponibilité en eau.

Cependant, si le retour de l'eau permet un regain des volumes, les producteurs font face à une forte dégradation de leur rentabilité, liée à l'effondrement des prix de vente, à la hausse du coût des intrants et à la réduction des herbicides efficaces disponibles. L'association des riziculteurs du Portugal estime ainsi les pertes de la filière à environ 30 M€ en 2024, sous l'effet combiné de ces facteurs.

En effet, le secteur rizicole dénonce une concurrence internationale qu'il juge déloyale. Les importations massives en provenance de pays tiers pèsent sur les cours européens, tandis que les agriculteurs espagnols et portugais pointent du doigt des « réglementations asymétriques ». Ils doivent en effet composer avec des normes phytosanitaires strictes et la suppression de produits de traitement contre les maladies et les ravageurs efficaces, tandis que les produits importés ne sont pas soumis aux mêmes exigences sanitaires et environnementales. Une situation

d'autant plus contraignante eu égard à l'émergence de nouvelles pathologies ou de nouveaux ravageurs favorisés par le réchauffement climatique.

Pour soutenir la filière, la PAC apporte un concours financier indispensable. Le secteur bénéficie d'une aide couplée spécifique qui s'élève à environ 52 millions d'euros par an pour l'ensemble de l'Espagne, représentant entre 200 € et 220 € par hectare. Au Portugal, dans le cadre du PEPAC 23-27, l'aide à la production du riz représente un montant total de 58,6 M€, soit 387€ par hectare. À ce mécanisme de base, s'ajoutent les nouveaux écorégimes, des primes liées à des pratiques environnementales (gestion durable de l'eau, biodiversité, et gestion des sols) pouvant générer entre 120 € et 150 € supplémentaires par hectare en Espagne et entre 90€ et 150€ au Portugal.

Malgré ce soutien, les syndicats soulignent que ces aides sont largement absorbées par la hausse du coût des intrants, laissant peu de marge pour garantir la rentabilité nette du riz ibérique face aux marchés mondiaux, notamment dans un contexte géopolitique tendu qui renchérit les prix des produits phytosanitaires. À cela s'ajoute la perspective de la réforme de la PAC, qui prévoit de modifier le système des aides directes en les harmonisant entre 130 et 240 euros par hectare, ce qui pourrait encore compliquer la situation de nombreux riziculteurs ibériques.

Selon les producteurs, sans un ajustement des politiques de protection du marché et un soutien à la modernisation, le riz ibérique risque de perdre sa place stratégique dans le bassin méditerranéen.

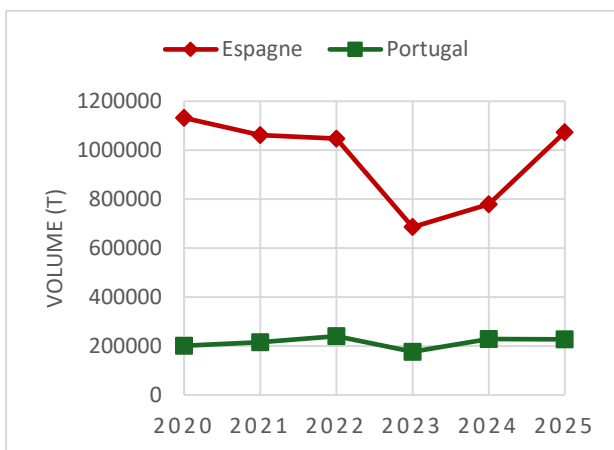
Huile d'olive : un marché contraint de s'ajuster à des aléas climatiques de plus en plus marqués

Après deux années marquées par une sécheresse sévère affectant la production ibérique d'huile d'olive, la campagne 2024/2025 s'est caractérisée

par un net redressement, la production atteignant 1,4 million de tonnes en Espagne et 177 000 tonnes au Portugal. S'agissant de la campagne 2025 2026 qui vient de s'achever, elle a subi les contrecoups d'une météo instable : les tempêtes hivernales ont entraîné une baisse des récoltes de 9 % en Espagne et de 10 % au Portugal. La production espagnole s'établit ainsi à 1,29 million de tonnes, en-deçà des prévisions initiales (-6%), tandis que la production portugaise atteint 160 000 tonnes. Outre la baisse des volumes, les tempêtes ont endommagé les arbres, suscitant de réelles inquiétudes quant aux rendements et à la qualité de la prochaine récolte. Les deux pays conservent néanmoins leurs 1^{ère} et 6^{ème} places parmi les principaux producteurs mondiaux.

Sur le front du commerce extérieur, l'Espagne enregistre en 2025 un volume d'exportations record (+38%), dépassant à nouveau le million de tonnes, porté par le marché italien (30% des exportations d'huile d'olive espagnoles) les États-Unis (14%) et le Portugal (11%). Le Portugal connaît, à l'inverse, une légère baisse de ses exportations d'huile d'olive en volume (-0,5%), l'Espagne et le Brésil demeurant ses principaux clients (54% et 26% respectivement).

Evolution des exportations d'huile d'olive espagnole et portugaise vers le monde en volume



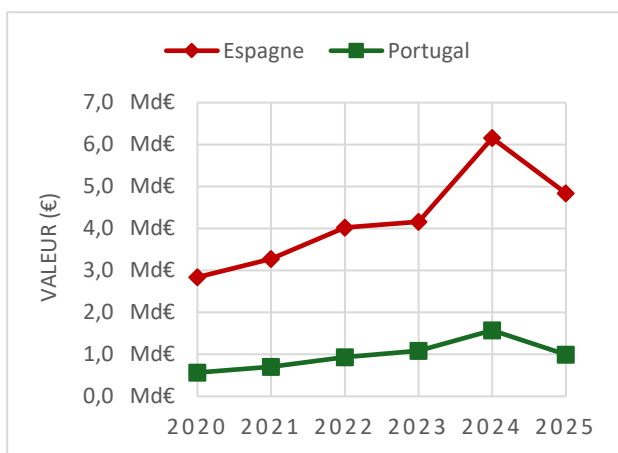
Sources : INE (Institut national de la Statistique portugais) et Douanes espagnoles (récupérées sur TDM)

En parallèle, la valeur des exportations ibériques d'huile d'olive, qui avait fortement augmenté en 2023 et 2024 sous l'effet de l'inflation tirée par les épisodes de fortes chaleurs et de sécheresse, se

normalise avec le retour à des conditions de marché plus stables (à l'échelle mondiale, le prix de l'huile d'olive est passé de 7515€ à 3177€/tonne entre juin 2024 et juin 2025).

Dans ce contexte de normalisation, les exportations espagnoles en valeur reculent de 21%, se stabilisant à 4,84 Md€, tandis que celles du Portugal repassent sous la barre du milliard d'euros (999 M€), après deux années de forte croissance.

Evolution des exportations de l'huile d'olive espagnole et portugaise vers le monde en valeur



Source : INE et Douanes espagnoles

Le chiffre d'affaires du secteur espagnol se replie également, en repassant sous la barre des 5 Md€ en 2025, tandis qu'au Portugal, l'huile d'olive conserve un poids important dans l'économie nationale, représentant 700 M€. La filière anticipe par ailleurs des opportunités de développement liées aux récents accords commerciaux conclus par l'UE comme celui avec l'Inde.

Espagne

Le Cava haut de gamme gagne du terrain malgré la baisse de la production liée à la sécheresse

L'AOP Cava a terminé la saison 2025 avec la commercialisation de 190 millions de bouteilles, soit une baisse de 13% par rapport à l'année précédente. En cause, les difficultés climatiques qui font diminuer les rendements depuis plusieurs années, tandis que la demande reste à la hausse,

en particulier pour les segments haut de gamme de ce vin mousseux emblématique de l'Espagne. Selon le président de l'AOP Cava, Javier Pagés, ces segments de marchés représentent un grand potentiel et même au cours d'une année marquée par la sécheresse, ils continuent de gagner du terrain. Ces tendances confirment la stratégie impulsée depuis plusieurs années d'orienter la production vers le haut de gamme et les marchés internationaux : avec plus de 70 % de ses ventes à l'international, le Cava est l'AOP viticole espagnole la plus exportée. Et même si les ventes ont globalement baissé en 2025 du fait de la moindre disponibilité, elles ont progressé dans des pays qui offrent de nouvelles opportunités pour le secteur comme la Norvège (+6%), le Mexique (+12%) ou encore le Brésil (+6 %).

Face à la crise de consommation qui touche les vins rouges et un marché qui s'oriente vers des vins moins alcoolisés et une place majeure accordée aux vins blancs et aux mousseux, l'AOP, qui représente 38 000 hectares de vignes et 6 200 viticulteurs, affiche sa confiance dans le fait que son produit s'inscrit dans les grandes tendances d'avenir du secteur viticole : qualité, durabilité et lien au terroir.

L'accord UE-Australie inquiète le secteur ovin-caprin

Le secteur ovin-caprin espagnol traverse une phase de questionnement suite à la conclusion de l'accord commercial entre l'UE et l'Australie. À l'image des critiques formulées contre l'accord avec le Mercosur, les principaux syndicats agricoles (Asaja, COAG, UPA, UdU) dénoncent un manque de transparence et une absence de consultation préalable. Pour de nombreux éleveurs, cet accord est perçu comme une menace directe pour la viabilité des exploitations extensives, COAG allant jusqu'à qualifier la manœuvre de « trahison ».

L'interprofession ovine Interovic souligne une distorsion de concurrence alarmante, principalement du fait des écarts de normes environnementales et sanitaires entre les deux

régions. Sur le plan économique, la viande d'agneau australienne pourrait entrer sur le marché européen à un prix de 7 €/kg, contre un coût de production plancher de 9 €/kg pour les éleveurs espagnols. Cette concurrence survient alors que le cheptel ovin espagnol a déjà diminué de 500 000 têtes l'année dernière, n'en comptant désormais plus que 13,6 millions, et ce déclin pourrait in fine mettre en péril l'entretien de 770 000 hectares de pâturages et d'espaces forestiers.

L'accord prévoit l'instauration de contingents spécifiques, notamment un quota de 25 000 tonnes pour la viande ovine et caprine issue d'animaux strictement nourris à l'herbe. Les éleveurs demandent désormais à la Commission européenne des précisions sur les modalités d'application de cette condition ainsi que des clauses de sauvegarde prévues dans l'accord. Pour mémoire, le secteur agricole de l'UE bénéficiera en retour d'une suppression des droits de douane sur ses exportations de vins, spiritueux, confiseries, pâtes et conserves végétales et 165 indications géographiques (IGP/AOP) européennes seront protégées sur le sol australien.

Filière bovine laitière : 7,5 Mt de production sur fond de crise sociale majeure

Le secteur laitier espagnol traverse une crise majeure suite à la décision de l'industrie d'imposer, en mars 2026, une baisse de 7 à 10 centimes par litre payé aux producteurs. Ce recul soudain intervient dans un contexte de forte hausse du coût des intrants et d'un marché espagnol jusqu'ici épargné : en février 2026, le prix du lait en Espagne atteignait 52,23 €/100 kg contre une moyenne européenne de 44,35 €/100 kg. En janvier 2026, les prix espagnols affichaient encore une hausse de 9 % sur un an, alors qu'ils s'effondraient de 16 % dans le reste de l'UE. Les syndicats agricoles dénoncent un non-respect de la *Ley de la Cadena alimentaria* (précurseur des lois EGALIM en France, et interdisant la vente à perte) et ont saisi l'AICA, l'organisme national chargé de l'application de cette loi, dont 16 % des signalements concernent déjà la filière laitière. Des manifestations ont eu lieu aux Asturies, en

Catalogne et en Galice, avec des épandages de camion-citerne de lait importé. Face à ces troubles le ministère de l'Agriculture conserve une position mesurée, soulignant que le prix moyen en Espagne demeure supérieur à la moyenne communautaire.

Malgré sa 7ème place européenne avec une production stable de 7,5 Mt (5 % du lait de l'UE), le secteur subit une restructuration radicale. Le pays ne compte plus que 8 661 éleveurs en février 2026, contre 14 236 en 2018, soit une disparition de 39 % des exploitations en huit ans. La Galice, qui assure 41 % de la production nationale, est la plus touchée avec la perte de 1 515 producteurs entre 2020 et 2024. Parallèlement, le cheptel bovin a diminué de 5 % sur la même période, la production se maintenant grâce aux gains de productivité par animal, passée de 8881 kg/vache laitière en 2020 à 9651 kg/VL en 2024, plaçant l'Espagne au 4ème rang européen. On constate en corollaire un agrandissement des structures, passées de 64 mères en moyenne par exploitation en 2020 à 75 mères en 2024. Cette augmentation cache une grande hétérogénéité des modèles : de 55 mère en moyenne par élevage en Galice jusqu'à 400 mère dans la région de Murcie.

Une distribution de fraises pour sensibiliser aux conditions de production

Le syndicat agricole UPA Andalousie et la *Diputación de Huelva* (autorité administrative de niveau départemental) ont organisé à Madrid la 3ème édition de la campagne #YoComoFresasdeHuelva (#JeMangelesFraisesdeHuelva) le 3 mars 2026.

A travers une distribution de barquettes de fraises au sein de la capitale, au kilomètre 0 de la Puerta del Sol, l'objectif était double : visibiliser le travail des producteurs de fruits rouges et convaincre que les fraises sont un produit sain et durable.

Cette campagne se déroule après une saison compliquée marquée par de nombreuses pertes de récoltes suite aux tempêtes qui ont touché l'Andalousie pendant l'hiver. Selon les représentants d'UPA Andalousie, le public a bien

accueilli l'action, qui a été ensuite répétée à Séville.

La production de tomates d'industrie menacée par les attaques de pucerons et d'araignées dans le sud de l'Espagne

Les producteurs de tomates d'industrie du Bajo Guadalquivir, dans la province de Séville, alertent sur une menace phytosanitaire. Les attaques de pucerons et d'araignées rouges, font craindre une baisse significative du potentiel productif et des rendements. Cette zone constitue le pôle de référence de la culture en Andalousie, comptant près de 4000 hectares dédiés à cette production destinée à la transformation (conserves, sauces). La colère des producteurs est dirigée vers le ministère de l'Agriculture qui n'a pas accordé l'autorisation exceptionnelle, pourtant permise par la réglementation européenne, pour l'usage de Spirotetramat, une molécule interdite dans l'UE depuis 2024. Les syndicats agricoles critiquent une déconnexion bureaucratique face à l'urgence du terrain, d'autant que les conditions récentes ont favorisé la progression des ravageurs. L'enjeu dépasse la province de Séville, et la production de tomates d'industrie et toute une partie du secteur des fruits et légumes menacée par l'explosion de ce ravageur réclament la dérogation, avec le soutien des communautés autonomes concernées.

Portugal

Fort impact des tempêtes du début d'année sur la culture des fruits rouges

Les tempêtes successives qui ont frappé le Portugal entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2026, ont détruit de nombreuses exploitations agricoles, affectant de manière inédite les productions de fruits rouges – fraises, framboises et myrtilles –, notamment dans les régions Centre et Alentejo. Outre les pertes quantitatives, la qualité des fruits récoltés a également été dégradée. Les serres, infrastructures agricoles, systèmes d'irrigation et équipements essentiels à la production ont été particulièrement touchés, compromettant entre

50% et 70% de la capacité productive de nombreuses exploitations. L'impact ne se limite donc pas au court terme : les conséquences de ces tempêtes sont structurelles et remettent en cause la viabilité de ces exploitations dans un contexte d'intensification des aléas climatiques.

Ces événements rompent avec la croissance soutenue du secteur des petits fruits observée au cours des dix dernières années, tant en volume qu'en valeur et en surface. Celle-ci dépasse désormais 5 000 hectares, la myrtille en représentant plus de la moitié. La framboise constitue toutefois la culture phare du secteur, tant en volume de production (33 421 tonnes en 2024) qu'en exportations (258 M€ en 2025).

La filière est fortement tournée vers l'export, ce qui amplifie l'impact de la baisse de la production sur la balance commerciale agricole portugaise. La baisse attendue des volumes lors des prochaines campagnes devrait exercer une pression à la hausse sur les prix et peser significativement sur les exportations.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Madrid

Rédaction : SER de Madrid, SE de Lisbonne

Abonnez-vous : madrid@dgtresor.gouv.fr